

CS, Rabat, 16/01/2000, 1953/200

Identification			
Ref 20529	Juridiction Cour de cassation	Pays/Ville Maroc / Rabat	N° de décision 24
Date de décision 16/01/2000	N° de dossier 1953/200	Type de décision Arrêt	Chambre Administrative
Abstract			
Thème Recours pour excès de pouvoir, Administratif		Mots clés Loyer, Excès de pouvoir (Oui), Augmentation unilatérale de l'Administration	
Base légale		Source Ouvrage : Arrêts de la Chambre Administrative - 50 ans Auteur : Cour Suprême - Centre de publication et de Documentation Judiciaire Année : 2007 Page : 43	

Résumé en français

Le loyer fixé par les parties dans le cadre d'un contrat de bail soumis au droit privé, ne peut faire l'objet d'une augmentation unilatérale de la part de l'Administration, sans le consentement du cocontractant. Cette augmentation illégitime constitue un excès de pouvoir susceptible d'annulation.

Texte intégral
